



# 11<sup>ème</sup> Table Ronde Ministérielle



« Vers une économie fondée sur le Savoir »

Kigali  
Rwanda  
26 Septembre  
2018



## Communiqué

En collaboration avec



Accueillie par



la République  
du Rwanda

Soutenu par



Le Ministère de l'éducation du Rwanda  
et  
le Ministère des technologies de l'information  
et des communications du Rwanda

Sponsor



Partenaires



Federal Ministry  
for Economic Cooperation  
and Development



AFRICAN DEVELOPMENT BANK GROUP

Organisateurs





## Communiqué

**La 11<sup>ème</sup> Table ronde ministérielle d'eLearning Africa a eu lieu à Kigali, au Rwanda, le 26 septembre 2018, à l'occasion de la Conférence annuelle eLearning Africa. Les participants, parmi lesquels des représentants de gouvernements africains et des organisations internationales, ont discuté des mesures susceptibles d'être prises pour conduire l'Afrique « vers une économie fondée sur les connaissances » et pour doter les jeunes Africains des compétences dont ils ont besoin pour l'avenir. La Table ronde a produit un ensemble de recommandations qui pourraient permettre à l'Afrique de tirer parti d'une période de croissance économique soutenue pour se transformer en une économie moderne reposant sur les données et orientée par les connaissances.**

La réunion s'est tenue dans un contexte où la technologie fait que l'Afrique est de plus en plus connectée, ce qui donne à l'enseignement des occasions de transformer le continent. Les économies africaines connaissent une croissance rapide mais, compte tenu du rythme des changements technologiques, les réalisations récentes pourraient être bientôt sapées si l'on ne met pas délibérément l'accent sur l'enseignement, la formation, les compétences et l'apprentissage sur les lieux de travail. Il ne s'agit pas simplement d'encourager les travailleurs et les étudiants africains à acquérir de nouvelles compétences, mais de construire de nouveaux secteurs de l'économie dans lesquels une main-d'œuvre qualifiée est l'actif le plus prisé, capable d'être mis à profit pour développer de nouvelles possibilités, créer de nouveaux partenariats et attirer de nouveaux investissements.

Les ministres et représentants de 13 pays africains (Angola, Bénin, Burkina Faso, Congo-Brazzaville, Djibouti, Ghana, Gambie, Liberia, Mali, Nigeria, Rwanda, Ouganda), ainsi que des invités représentant les organisations internationales, ont examiné comment les pays, les entreprises et les travailleurs africains pourraient tirer parti des changements qui affectent l'économie mondiale assurer au continent un avantage concurrentiel. Les participants se sont penchés sur la nature des changements dans l'économie mondiale, ses effets possibles sur l'Afrique et comment l'Afrique pourrait tirer parti des possibilités qui s'offrent implicitement à elle par le fait qu'elle a la population la plus jeune du monde. Il était clair, pour de nombreux participants, que l'Afrique est en position de force pour exploiter ce qui est susceptible d'être une ère de changement continu et ainsi être un moteur qui entraînera le monde dans le futur.

Trois questions spécifiques ont été posées, chacune ayant débouché sur des recommandations distinctes et novatrices :

1. Comment les pays, les entreprises et les travailleurs africains peuvent-ils tirer parti de ces changements rapides pour devancer leurs concurrents ?
2. Comment faire en sorte que l'élargissement de l'accès à un enseignement, une formation et des compétences de meilleure qualité puisse attirer des investissements et créer des emplois ?
3. Quelle est notre vision pour la jeunesse africaine ? Comment les jeunes Africains d'aujourd'hui peuvent-ils être formés pour devenir les travailleurs hautement qualifiés de demain et de quelles compétences ont-ils besoin ?





## Recommandations:

Les débats ont débouché sur des recommandations pour aider l'Afrique à s'unir davantage, afin de consolider les avantages d'une croissance économique continue et renforcer les partenariats mondiaux. Les recommandations ont également porté sur certains des Objectifs de développement durable (ODD) de l'ONU et proposé un certain nombre d'actions spécifiques qui contribueront à transformer la vision de l'Union africaine d'un « continent transformé » en une réalité, comme indiqué dans sa Vision 2063.

### Évaluation

Nous devons évaluer les changements de l'économie mondiale sous l'angle africain. Nous devons examiner collectivement et en détail comment la « quatrième révolution industrielle » affecte d'autres pays et évaluer quels peuvent en être les pièges et les opportunités pour les économies africaines. Nous devons :

1. Faire des évaluations plus précises des défis et des opportunités tant au niveau national que régional.
2. Parvenir à un accord sur ce que l'Afrique doit faire pour s'adapter.

### Contexte

Un participant a avancé que l'Afrique avait manqué les trois premières révolutions industrielles et qu'il était peut-être déjà trop tard pour rejoindre la soi-disant « quatrième révolution industrielle ». Il faut donc que l'Afrique s'attelle à concevoir la cinquième.

Un point qui a été souligné à plusieurs reprises par de nombreux participants est qu'en Afrique le contexte est d'une importance primordiale. Ce qui convient aux économies occidentales « avancées » peut ne pas être pertinent en Afrique. Les Africains doivent évaluer leur propre situation et concevoir des solutions pour résoudre leurs propres problèmes. Dans cette optique, nous devrions :

1. Utiliser la technologie pour identifier, exploiter et diffuser le savoir spécifique de l'Afrique et donner une définition africaine de ce qu'est une société fondée sur les connaissances. Pour cela, il faudra créer un environnement d'innovation, soutenu par de solides cadres politiques et mis en place par une infrastructure technologique robuste.
2. S'assurer qu'un environnement favorable à l'innovation est nourri et soutenu tant par la politique gouvernementale que par l'infrastructure technologique appropriée.
3. Tirer parti d'une population jeune et créer un environnement favorable qui reconnaît les jeunes comme citoyens du monde. Avec les compétences appropriées, ces jeunes pourraient mieux comprendre le rôle de l'Afrique dans l'économie mondiale et son potentiel de développement économique, grâce à la fenêtre que leur utilisation intensive de la technologie, notamment les médias sociaux et les outils de communication, a ouverte sur le monde. Ils pourraient devenir les maîtres de leur propre destin.
4. Il s'agit de protéger l'Afrique pour qu'elle ne soit pas utilisée par d'autres comme un simple laboratoire pour tester des produits, mais au contraire de s'appuyer sur l'innovation et l'expertise panafricaines pour développer davantage de produits finis à partir de ses matières premières afin d'ajouter plus de valeur aux exportations.





## Enseignement

Il est depuis longtemps convenu que le contenu des programmes et la pédagogie doivent changer mais que les changements sont lents et doivent être accélérés. Par conséquent, nous devrions :

1. Examiner les succès et les échecs d'autres pays et en tirer les leçons, certes, mais surtout extrapoler et appliquer ces leçons aux contextes africains spécifiques. En outre, et surtout, collaborer dans toute l'Afrique pour découvrir ce qui peut être appris les uns des autres et ainsi améliorer l'enseignement au niveau régional.
2. Reconnaître que la créativité vient d'un enseignement moderne, actualisé et expérientiel. Il faut donc réexaminer et, si nécessaire, modifier la nature de la scolarisation à travers des solutions novatrices qui non seulement permettent aux élèves d'avoir accès aux compétences dont ils ont besoin pour améliorer leur subsistance et contribuer à la croissance de l'Afrique, mais aussi pour surmonter la pénurie généralisée d'enseignants qualifiés. L'élaboration d'un programme d'études prêt pour l'avenir, le développement de contenus, l'accès aux ressources pertinentes et à une pédagogie en mutation sont essentiels mais ne suffisent pas. Les solutions mises en œuvre par l'apprentissage mobile et l'enseignement à distance grâce à la technologie sont également très importantes.
3. Examiner le potentiel de l'utilisation de la technologie pour améliorer l'accès, accroître les possibilités et fournir un enseignement de qualité pour tous. La technologie peut également avoir un rôle à jouer pour contribuer à lutter contre la corruption, qui nuit souvent à l'investissement dans l'enseignement.
4. Enseigner aux élèves à non seulement consommer la technologie mais aussi la maîtriser.
5. S'assurer que les universités se concentrent davantage sur des cours qui soient pertinents pour les compétences nécessaires à l'industrie d'aujourd'hui et du futur, et les outils qui permettent l'apprentissage. Il a été souligné qu'un manque d'accès aux outils nécessaires pour acquérir des connaissances était l'une des causes principales de la migration des jeunes. Cela doit être clairement compris par les partenaires et les pays donateurs.
6. Promouvoir l'innovation technologique dans l'enseignement supérieur et soutenir l'utilisation d'une plateforme technologique commune dans toutes les institutions africaines d'enseignement supérieur.

## Compétences

De nouveaux cadres politiques sont nécessaires pour permettre aux jeunes de tout le continent d'acquérir de nouvelles compétences. Il est également important d'identifier et de mettre à profit les talents et de fournir des opportunités pour l'entrepreneuriat. Dans cette optique, nous devrions :

1. Définir et convenir d'un ensemble de compétences non techniques (les «soft skills»), applicables pour l'avenir, et les intégrer à tous les niveaux de l'enseignement, y compris l'apprentissage tout au long de la vie et l'éducation informelle. Ces compétences doivent être convenues entre les secteurs public et privé et être pertinentes pour le contexte africain.
2. Encourager l'entrepreneuriat, notamment en donnant l'opportunité aux PME africaines de mettre au point de nouvelles solutions plutôt que simplement adopter celles des grandes entreprises internationales.
3. Fournir des cours d'enseignement supérieur qui répondent aux besoins actuels et futurs du marché du travail.
4. Se concentrer sur le développement de compétences et le partage de solutions technologiques pour produire des produits finis de plus grande valeur, au lieu de simplement exporter des matières premières.

## Coopération

Nous avons besoin d'une coopération plus efficace, tant entre les pays qu'avec nos partenaires internationaux. Nous devons nous concentrer davantage sur le partage des connaissances et des expériences, en veillant à ce que les résultats des programmes pilotes et des innovations dans le secteur de l'enseignement soient disponibles partout en Afrique. Nous devrions :

1. Accroître les dépenses consacrées à l'enseignement et encourager les donateurs et les partenaires à consacrer à l'enseignement un plus grand pourcentage de leurs programmes d'aide.





2. Partager les résultats des programmes novateurs. Le gouvernement rwandais partagera les résultats de ses programmes récents d'apprentissage numérique avec d'autres pays, au fur et à mesure qu'ils seront disponibles.
3. Favoriser le rôle des familles dans l'apprentissage formel, informel et tout au long de la vie.
4. Convenir de l'objectif de l'apprentissage et de sa pertinence dans tout le continent.
5. Capitaliser sur les réseaux, programmes et partenariats nationaux et régionaux existants, en étendant leur portée, à chaque fois que cela est possible, au-delà des frontières nationales afin d'accélérer l'harmonisation.
6. Envisager la création d'une organisation continentale spécifique, peut-être sous les auspices de l'UA, pour étudier comment transformer la manière dont est apporté l'enseignement et utiliser la transformation numérique plus efficacement pour améliorer les niveaux de compétences partout en Afrique.
7. Utiliser le réseau eLearning Africa et le forum TRM plus efficacement et régulièrement pour partager les connaissances et l'expérience, afin d'accélérer le développement.
8. Examiner la question de la certification et de la validation, de sorte que les qualifications soient reconnues sur une base panafricaine. Nous devrions déterminer quelles seraient les formes de certification les plus efficaces pour développer les nouvelles compétences dont les pays africains ont besoin.
9. Élaborer de nouveaux modèles de compétences et des systèmes de certification qui soient transférables à tout le continent.

### Connectivité et infrastructure

La connectivité et une infrastructure informatique robuste seront des éléments clés pour la mise en œuvre réussie des recommandations de la TRM. Nous devrions donc :

1. Déployer des solutions novatrices pour une connectivité durable afin de favoriser le succès.
2. Étendre la coopération régionale dans les projets d'infrastructure pour accélérer la mise en œuvre et réduire les coûts
3. Fournir un accès plus important à la 4G
4. Orienter les innovations pour traiter en premier les problèmes africains
5. Investir dans la sensibilisation et dans l'élaboration de politiques qui favorisent l'innovation
6. Faire en sorte que les TIC soient universelles dans tous les secteurs, avec le développement des compétences nécessaires pour tirer pleinement parti des solutions qu'elles apportent et les appliquer aux problèmes de la vraie vie.





## Intervenants

### → Nicolas-Louis Boël

Nicolas-Louis Boël est titulaire d'un master en sciences commerciales et financières obtenu à l'ICHEC (Bruxelles) et étudie actuellement la philosophie à UCL. Après avoir travaillé dans différentes multinationales, motivé par une forte volonté de créer des projets linguistiques humanistes et universitaires dans le monde entier, Nicolas-Louis Boël est devenu, en 2009, PDG d'Altissia International dont il a développé les activités dans le secteur de l'éducation ainsi que dans celui des entreprises et institutions.

### → Patrick Nsenga Buchana

Patrick est PDG du groupe AC Group Ltd, une entreprise qui fournit des solutions de transport intelligentes (comme Tap&Go) aux services de transport public de Kigali, Yaoundé, Douala et bientôt d'autres villes africaines.

En quatre ans d'existence, AC Group a réussi à numériser le paiement des transports publics et a permis aux compagnies d'autobus de Kigali de récupérer près de 30 % de leurs recettes, de réduire de 70 % les accidents liés aux autobus publics et de minimiser les retards. Patrick siège au conseil d'administration de la Fédération du secteur privé du Rwanda et au comité d'Invest in Africa, basé en Côte d'Ivoire.

Grâce à ses connaissances de l'écosystème des TIC, il a également été nommé président du conseil d'administration de KLab, le plus grand espace d'innovation du pays destiné aux start-ups technologiques.

### → M'Hamed Cherif

M. M'Hamed Cherif est titulaire d'un doctorat en économie obtenu à l'Université libre de Bruxelles et d'un master en économétrie. Il a débuté sa carrière auprès d'universitaires de renommée internationale, en utilisant la modélisation économétrique pour l'analyse et les prévisions politiques. Il a ensuite travaillé à la Banque mondiale pendant neuf ans avant de créer son propre cabinet de conseil. Dorénavant expert de renommée internationale dans le domaine du développement économique, il est régulièrement invité à intervenir dans des conférences prestigieuses. Au cours de ses 40 ans de carrière dans le développement économique, il a beaucoup travaillé avec la Commission européenne, le Secrétariat ACP et d'autres organisations internationales, principalement en tant que chef d'équipe, apportant de précieux conseils à tous les niveaux des gouvernements en matière de développement, de mise en œuvre et de contrôle des réformes politiques dans de nombreux secteurs. De 2006 à 2015, il a géré le programme BizClim, lauréat du AI Award, qui visait à améliorer le développement des services commerciaux et financiers dans les pays ACP.

Sa longue carrière a permis à M. Cherif de se construire un vaste réseau de contacts utiles pour le projet TSF, y compris au très haut niveau. Il a notamment établi des relations privilégiées, dans le secteur public comme dans le secteur privé, avec des institutions financières internationales, des communautés économiques régionales et des organisations du secteur privé. Il a été le principal acteur de l'organisation du Forum des affaires UE-Afrique et d'autres forums intercontinentaux et a participé à de nombreux projets et initiatives, se faisant souvent remarquer par son esprit d'innovation.

M. Cherif a accumulé une expérience très précieuse dans différents secteurs de l'aide au développement notamment au niveau du développement du secteur privé, des réformes de l'environnement commercial, des programmes d'ajustement structurel, du financement du développement, de la sécurité alimentaire, de l'appui budgétaire et des réformes sectorielles (santé, éducation, transport, pêche, finance, agriculture, etc.). Il a aidé à préparer plus de 50 programmes de développement économique pour l'UE et a appuyé la création de centaines de projets de moindre envergure financière mais tout aussi importants, destinés à favoriser la croissance et l'emploi.

Il a occupé la fonction de directeur stratégique pour des centaines d'événements et formé de nombreux fonctionnaires de la CE à l'aide budgétaire ainsi qu'à l'analyse économique et financière.



### → Hendrina Chalwe Doroba

Hendrina est directrice de la division Éducation, Capital humain et Emploi à la Banque Africaine de Développement, pédagogue, mathématicienne, experte du genre, professionnelle du développement et défenseur des politiques. Elle possède une excellente connaissance des problèmes liés au genre et à l'éducation et des enjeux spécifiques à l'Afrique subsaharienne. Elle a fait de multiples présentations sur le genre et l'éducation en Afrique à l'occasion de conférences régionales et internationales. Son statut international lui a permis d'approfondir sa connaissance de l'environnement politique, économique, social et culturel dans lequel agit la réforme du secteur social à différents niveaux du monde.

Avant de rejoindre la Banque, Hendrina était directrice exécutive du Forum des éducatrices africaines (FAWE), une ONG panafricaine. Avant cela, elle avait travaillé pour l'ambassade d'Irlande en Zambie (directrice de l'éducation) et pour Oxfam (coordonnatrice nationale de l'éducation dans le Commonwealth). Elle a travaillé dans les domaines de la décentralisation, du renforcement institutionnel et de la consolidation des coalitions auprès d'OSC et d'ONG œuvrant dans le secteur de l'éducation. Outre ses relations étroites avec de multiples ministères de l'éducation et de la formation, Hendrina a créé de nombreux partenariats, qu'il s'agisse d'organisations de base ou de partenariats stratégiques et financiers bilatéraux et multilatéraux au niveau international.

Les compétences d'Hendrina sont multiples : création de réseaux, gestion des partenariats, analyse politique, plaidoyer, analyse de genre, conception, coordination et gestion de programmes, mobilisation de ressources et mentorat. Sa passion reste cependant l'amélioration de l'égalité face à l'éducation ainsi que le renforcement des capacités humaines grâce au développement des compétences.

Hendrina est titulaire d'un master en éducation obtenu à l'université nationale d'Irlande à Dublin. Elle est membre de l'association des anciens élèves de l'université de Melbourne en Australie, diplômée et membre du Global Women Leadership Network (GWLN) et « senior fellow » chez Synergos.

### → Roger Clark

Fort d'une passion inébranlable pour l'éducation, Roger a piloté pour ApplianSys le déploiement du dispositif de classe connectée et le logiciel de mise en cache leader sur le marché, « CACHEBOX for Schools », en intégrant à la feuille de route du produit les connaissances des clients et les tendances sectorielles.

Au niveau politique, Roger a guidé les autorités nationales face aux défis posés par l'e-Learning, en les aidant à réduire les montants dépensés pour la connectivité et à limiter la fracture numérique (entre zones rurale et urbaine), si souvent synonymes d'échec des projets.

Il collabore, en outre, avec les autorités, leurs fournisseurs de services et de contenu pour mettre en œuvre des stratégies de technologie, de déploiement et de configuration visant à renforcer les acquis d'apprentissage.

Entre 2016 et 2018, Roger a mené une étude approfondie sur l'utilisation d'Internet dans les écoles américaines – en zone rurale comme urbaine. Il a été invité à présenter les résultats de ses recherches à la US Federal Communications Commission à Washington DC, dans le cadre d'une évaluation du retour sur investissement généré par les technologies de mise en cache déployées de la maternelle au collège et financées par le gouvernement fédéral.

Membre actif de sa collectivité, Roger est directeur d'une grande école secondaire située en zone rurale au sud-ouest de l'Angleterre, où il aide à orienter la stratégie d'apprentissage en ligne et à améliorer les résultats d'apprentissage dans les limites des contraintes budgétaires.

Roger est également l'auteur d'une série de livres blancs qui constituent un manifeste pour une approche holistique de l'écosystème e-Learning - y compris le contenu, la connectivité, les dispositifs étudiants et la pédagogie. L'analyse complète qu'il fait de chacun de ces éléments s'articule autour des thèmes suivants :

- Des salles de classe connectées pour les décideurs politiques et les fournisseurs de services : des solutions technologiques visant à accélérer le déploiement national du e-Learning - pour qu'aucun enfant ne soit laissé pour compte.
- Profils d'apprentissage e-Learning, dynamique opérationnelle des écoles, considérations relatives à la conception de solutions de mise en cache – une introduction.
- Comment les problèmes entre les autorités scolaires et les réseaux d'écoles rurales apportent un éclairage sur les solutions de mise en cache et leurs demandes de propositions.



- Déterminants pour la sélection de la topologie du cache Web : Core, Last-Mile, Hiérarchies.
- Gestion efficace des certificats SSL pour minimiser la consommation de bande passante HTTPS et protéger les étudiants.
- Lignes directrices relatives aux mécanismes de diffusion du contenu et aux plates-formes d'hébergement pour optimiser l'accès au contenu et son ergonomie dans les écoles rurales.

#### → Ahmed M. El-Sobky

M. El-Sobky occupe actuellement la fonction de vice-président du développement des marchés des TIC à l'agence ITIDA (Information Technology Industry Development Agency), organe d'exécution du ministère égyptien des Technologies de l'information et de la communication. À ce poste, M. El-Sobky est chargé de gérer le développement des marchés dans tous les secteurs liés aux TIC. Outre ses plus de 30 ans d'expérience dans des domaines associés aux technologies de l'information, il occupe la fonction d'administrateur général du conseil suprême de la cybersécurité.

Parallèlement, M. El Sobky est président de « Silicon Waha », une société par actions chargée de la mise en place de six nouveaux parcs technologiques répartis dans toute l'Égypte, dont deux ont été inaugurés depuis décembre 2016.

Il a travaillé en tant que directeur des projets stratégiques au ministère de l'Investissement et a participé à la gestion de nombreux projets d'e-gouvernement sous l'égide du ministère d'État du développement administratif.

Au niveau africain, il a participé au développement de la stratégie d'e-learning du bassin du Nil et des pays du COMESA en tant qu'expert égyptien et a contribué à la création du premier master d'e-learning au Moyen-Orient en collaboration avec l'université du Middlesex au Royaume-Uni et à la création du centre égyptien du Réseau mondial d'apprentissage à distance de la Banque mondiale (GDLN).

Au niveau régional et en tant que membre du Arab Workforce Group pour la préparation de la première phase du WSIS, il a contribué à la rédaction du document « Towards a Pan Arab Information Society - A Joint Action Plan » (Vers une société de l'informations panarabe – Plan d'action conjoint). Il a également participé au comité de rédaction de la Conférence arabe de haut niveau pour préparer la première phase du WSIS qui s'est déroulée au Caire en juin 2003. Il a également participé à la révision d'un document régional intitulé « Towards Activating the Geneva Plan of Action: A Regional Vision to Promote and Develop the Information Society in the Arab Region » (Vers l'activation du plan d'action de Genève : vision régionale pour promouvoir et développer la société de l'information dans la région arabe), soumis à l'occasion de la deuxième phase du WSIS à Tunis.

En 2014, il a dirigé un groupe de travail national d'experts multipartites (gouvernement, secteur privé ONG), sous l'égide du ministère des Technologies de l'information et de la communication, pour préparer le plan stratégique national sur les TIC de l'Égypte. Il est également membre d'un groupe de travail national composé d'experts multipartites, qui est chargé de développer l'eLearning en Égypte.

M. El-Sobky a dirigé un groupe de travail national (sous l'égide du ministère des Technologies de l'information et de la communication) chargé de publier le Livre d'or des TIC en Égypte, qui présente des projets entrepris par différents acteurs égyptiens dans le domaine de l'information pour le développement et fait partie des mesures prises par l'Égypte pour mettre en œuvre et assurer le suivi des deux phases du WSIS (Genève et Tunis).







Il a également contribué à la mise en œuvre du Concours national du contenu électronique sous l'égide de l'agence ITIDA par le biais de son adhésion au comité exécutif du concours. Et il a participé, en tant que jury, à la deuxième édition du concours en 2007 dans le domaine de l'e-learning.

M. El-Sobky a publié de nombreux articles à l'occasion de conférences internationales, régionales et locales sur les thèmes de l'apprentissage en ligne, du contenu électronique, de l'e-gouvernement et de la société du savoir. Il est également l'auteur d'un ouvrage en langue arabe intitulé « Guide pour la sécurité des systèmes et des technologies de l'information ».

Il est membre du Conseil des technologies de l'information et de la communication (groupe de travail sur la sécurité d'Internet) et de l'Académie des technologies et de la recherche scientifique, Égypte.

Il a également participé à la rédaction de la première ébauche de la loi sur la cybersécurité en tant que membre du Comité de rédaction des lois, sous l'égide du ministère des Technologies de l'information et de la communication.

### → Kathy Kantengwa

Mme Kathy Kantengwa est déterminée à œuvrer pour donner davantage d'autonomie aux filles par le biais de l'éducation pour le développement ; elle est l'une des membres fondatrices du Forum des éducatrices africaines (FAWE-chapitre du Rwanda) et est également membre fondatrice de l'initiative Maranyundo qui soutient l'école de filles de Maranyundo à Bugesera.

Mme Kantengwa est actuellement coordinatrice nationale du FAWE au Rwanda où elle dirige des initiatives visant à permettre à un plus grand nombre de filles, particulièrement celles issues de milieux défavorisés, d'accéder à l'éducation aux STIM et à favoriser l'utilisation accrue de contenus numériques dans les classes. Pendant plus de 25 ans, elle a occupé des postes techniques et de gestion de haut niveau en tant que planificatrice et gestionnaire professionnelle dans le domaine de la santé pour des programmes de santé publique.

Son travail est axé sur certains secteurs des systèmes de santé qui visent à renforcer la mise à disposition de services de santé de base de qualité, avec notamment l'utilisation de technologies pour améliorer les prestations de services. Diplômée en médecine de l'université de Kinshasa, en RDC, elle a obtenu un master en administration publique à la Kennedy School of Government de l'université de Harvard.

### → Roland Lindenthal

Roland Lindenthal est le directeur de la division de l'éducation du Ministère Fédéral pour la Coopération et le Développement Economique (BMZ). Avant cela, il a été responsable au sein du Ministère allemand du Développement de la Coopération avec l'Afrique du Sud et la Namibie (2007-08), mais également des affaires de l'ONU (1999-2000) et des Statistiques du Développement.

Mr. Lindenthal est un économiste, et a également travaillé pour l'Organisation Internationale du Travail (OIT), au siège (Genève, 1990-96), mais aussi sur le terrain (Afrique du Sud et Indonésie) et pour le PNUD (dans les bureaux du Zimbabwe et de l'Indonésie).

### → Hon. Dr Eugene Mutimura

M. Mutimura estime que l'investissement le plus utile réside dans l'éducation et qu'il faut cultiver les talents des jeunes scientifiques. Avec l'aide du gouvernement du Rwanda et en collaboration avec différents partenaires, le ministère de l'Éducation continuera à œuvrer en faveur d'un renforcement de l'engagement et de l'investissement dans la science et la recherche afin de faire progresser la vision du Rwanda qui souhaite devenir une économie basée sur la connaissance.

M. Eugene Mutimura est l'actuel ministre rwandais de l'Éducation. À ce titre, il fait en sorte que le ministère de l'Éducation développe et mette en œuvre des politiques permettant à tous les Rwandais d'accéder à une éducation de qualité grâce à des installations d'apprentissage de niveau mondial et à des établissements d'enseignement renommés.

Avant cela, M. Mutimura travaillait au Conseil interuniversitaire d'Afrique de l'Est. Il a coordonné le projet des centres d'excellence d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe financé par la Banque mondiale dans huit pays pour soutenir la



recherche et l'enseignement dans 16 universités. En tant que formateur disposant d'une expérience substantielle de la pédagogie et de la recherche, M. Mutimura supervise les politiques du ministère de l'Éducation qui sous-tendent la réalisation de l'agenda national de collaboration avec des collègues africains, en utilisant la technologie pour transformer l'éducation et la recherche, et les découvertes scientifiques modernes pour tirer parti des opportunités d'emploi nationales et régionales.

M. Mutimura estime que l'investissement le plus utile réside dans l'éducation et qu'il faut cultiver les talents des jeunes scientifiques. Avec l'aide du gouvernement du Rwanda et en collaboration avec différents partenaires, le ministère de l'Éducation continuera à œuvrer en faveur d'un renforcement de l'engagement et de l'investissement dans la science et la recherche afin de faire progresser la vision du Rwanda qui souhaite devenir une économie basée sur la connaissance.

### → Ann Therese Ndong-Jatta

Directrice du Bureau multisectoriel de Nairobi pour l'Afrique de l'Est (Kenya) et représentante de l'UNESCO pour les Comores, Djibouti, l'Éthiopie, l'Érythrée, le Kenya, Madagascar, Maurice, le Rwanda, les Seychelles, la Tanzanie, la Somalie, le Soudan du Sud et l'Ouganda.

Mme Ndong-Jatta est titulaire d'une licence en éducation, anglais et histoire obtenue à l'université de Bayero (Nigeria) en 1980 et d'un master en leadership éducatif obtenu à l'université Vanderbilt de Nashville, Tennessee (USA) en 1984. Elle a également obtenu un certificat en analyse des politiques éducatives, études de développement et évaluation à l'université de Harvard, Boston (USA) en 1999.

Mme Ndong-Jatta a débuté sa carrière en 1980 en tant qu'enseignante avant d'occuper les fonctions suivantes : principale de la première école secondaire d'enseignement professionnel de Gambie auprès de la Mission catholique (1985-1995) ; coordinatrice de la formation en gestion de l'éducation (1989-1994) ; directrice des services de l'éducation en charge de la planification (1996-1998) et directrice de l'enseignement secondaire et tertiaire (1998-1999). Parallèlement, elle a coordonné la révision de la politique éducative et la formulation du plan directeur de la Gambie (1996-2003).

De 1999 à 2004, Mme Ndong-Jatta a été ministre gambienne de l'Éducation, chargée de gérer et de superviser la mise en œuvre des politiques éducatives du gouvernement. Pendant son mandat, elle a introduit et mis en œuvre des réformes visant à accroître l'accès à l'éducation et a joué un rôle clé dans les négociations du programme fast-track pour l'EPT (maintenant baptisé -2-GPE). Elle a également supervisé la création de la première université de Gambie qui a ouvert en 2000.

Mme Ndong-Jatta a rejoint l'UNESCO en septembre 2004 en tant que directrice (D-1) de la division de l'éducation de base (Secteur de l'éducation) au siège de l'organisation, où elle était chargée du développement politique, de la recherche et de la convocation d'experts sur des thèmes liés à l'éducation de base, à l'alphabétisation et au développement de la petite enfance.

En juillet 2008, Mme Ndong-Jatta a été promue au poste de directrice (D-2) du Bureau régional de l'UNESCO pour l'éducation en Afrique (BREDA) à Dakar, Sénégal, qui est devenu, en novembre 2013, le Bureau régional multisectoriel de l'UNESCO pour l'Afrique de l'Ouest (Sahel) dans le cadre de la réforme du réseau de terrain en Afrique, et représentante de l'UNESCO pour le Sénégal, le Burkina Faso, le Cap-Vert, la Gambie, la Guinée-Bissau et le Niger.

### → Albert Nsengiyumva

M. Albert Nsengiyumva est consultant indépendant dans les domaines du développement des compétences techniques et professionnelles et des technologies de l'information et de la communication (TIC). Auparavant, il a été membre du cabinet du gouvernement rwandais de 2011 à 2015, occupant les fonctions de ministre des Infrastructures de 2011 à 2013, puis de ministre d'État en charge de l'enseignement technique et de la formation professionnelle de 2013 à 2015.

Avant de rejoindre le gouvernement, M. Nsengiyumva avait travaillé pour l'Université nationale du Rwanda en tant que directeur des TIC, pour le ministère de l'Éducation en tant que coordinateur des TIC dans l'éducation, et pour la Workforce Development Authority (WDA) en tant que directeur général. Depuis 2001, M. Nsengiyumva a travaillé en tant que consultant free-lance pour différentes organisations de développement internationales et bilatérales, particulièrement dans les domaines des politiques et réglementations sur les TIC et du développement des



compétences techniques et professionnelles. Il a acquis une large expertise dans le domaine de la recherche (TIC et enseignement technique et formation professionnelle) auprès, notamment, de l'université de l'État de Washington, de l'université de Washington, de l'université du Maryland aux États-Unis et du réseau « Research ICT Africa Network » basé à l'université de Witwatersrand en Afrique du Sud.

### → Dr. Aida Opoku-Mensah

Le Dr Aida Opoku-Mensah est actuellement conseiller spécial pour le Programme de développement pour l'après-2015 à la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CENUA) à Addis-Abeba (Éthiopie).

Dans le cadre de la mission de cette division, elle gère des sections et programmes dans le domaine des services d'information, de connaissance et de bibliothèque ainsi que dans les domaines des TIC, de la technologie géospatiale et de l'innovation pour le développement de l'Afrique. Elle a ainsi dirigé et mis en œuvre des initiatives impressionnantes, parmi lesquelles on retrouve l'Initiative africaine de la société de l'information (AIS) de l'UNECA, les « Technology in Government in Africa Awards » (TIGA) qui visent à encourager l'utilisation de la technologie pour le développement par les gouvernements, et le prestigieux Prix de l'innovation pour l'Afrique (PIA) qui récompense les innovateurs et inventeurs africains afin de renforcer leur rôle dans le processus de développement du continent. Elle a à son actif la création du Fonds africain pour la science, la technologie et l'innovation (ASTIEF), qui aide les scientifiques à mettre leurs inventions et le fruit de leurs recherches sur le marché.

Elle a dirigé le développement et la mise en œuvre de l'initiative Accès à la connaissance scientifique en Afrique (ASKIA) – une ressource novatrice destinée à permettre aux scientifiques africains d'accéder à la connaissance scientifique depuis une application mobile.

Au cours de sa carrière, Mme Opoku-Mensah a enseigné à l'université, a travaillé dans le secteur public et international et s'est investie dans le domaine de la philanthropie en travaillant au bureau de l'Afrique de l'Ouest de la Fondation Ford à Lagos (Nigéria) et en créant le bureau régional d'Afrique Australe à Lusaka (Zambie) dont elle a été la première directrice. Avant cela, Mme Opoku-Mensah a donné des cours sur la politique de communication à la London's City University et, pendant de nombreuses années, elle a couvert les sujets politiques, économiques et sociaux africains en tant que correspondante du BBC African Service et de Radio Nederlands International – service international néerlandais. Ses 20 années d'expérience dans ce domaine lui ont permis d'être l'auteur de nombreux articles sur les thèmes du développement en Afrique.

Mme Opoku-Mensah est titulaire d'un doctorat de l'Université de Leeds (Royaume-Uni), d'un Master de la London's City University et d'un Bachelor (avec mention) de l'Université du Ghana. Elle a remporté récemment le prix Geospatial World Leadership Award for Making a Difference, qui lui a été remis à Amsterdam en avril 2012 ; elle a par ailleurs été élue Diplomate africaine de l'année 2012 à l'occasion des Trophées de la diplomatie 2012 de BEN TV (Royaume-Uni). Elle siège au conseil et au comité consultatif de plusieurs organismes internationaux et régionaux.

### → Hon. Jean de Dieu Rurangirwa

Hon. Jean de Dieu Rurangirwa est actuellement ministre rwandais des Technologies de l'information et de la communication, en charge du développement et de la coordination des politiques nationales dans ce domaine. Avant de rejoindre le ministère, il a dirigé le système informatisé de gestion financière du gouvernement pendant 10 ans.

Il est titulaire d'un MBA en gestion de projet obtenu à la Maastricht School of Management aux Pays-Bas et d'une licence en gestion des systèmes d'information obtenue à l'Adventist University of Central Africa au Rwanda.

Jean de Dieu Rurangirwa possède une large expérience de la planification, de la conception, du développement, de la mise en œuvre et de l'intégration de systèmes ; il a dirigé et coordonné le développement et la mise en œuvre du système de gestion financière intégrée du gouvernement et d'un plan d'épargne à long terme, ainsi que la planification et la mise en œuvre du système d'approvisionnement électronique du gouvernement. Il a effectué une mission en tant que consultant pour le Fonds monétaire international au cours de laquelle il a conseillé plus de 5 pays sur leurs processus et stratégies en matière de systèmes de gestion financière.



→ **Charles Senkondo**

M. Charles Senkondo est directeur exécutif de Tanzania Global Learning Agency (TaGLA), une agence gouvernementale qui a pour mission de renforcer les capacités par le biais d'approches innovantes basées sur la technologie. TaGLA ([www.tagla.go.tz](http://www.tagla.go.tz)) fait partie des 120 centres du réseau Global Development Learning Network ([www.gdln.org](http://www.gdln.org)) qui permet la formation et le partage de connaissances en temps réel dans le monde entier.

M. Senkondo possède plus de 15 ans d'expérience de la formation et du partage de connaissances (sur le développement) basés sur des TIC modernes telles que la vidéoconférence, Internet et des approches mixtes.

Il a participé au développement et à la mise en place de diverses initiatives d'apprentissage en Afrique, notamment dans les domaines du leadership de haut niveau, de la gestion et du développement de technologies d'apprentissage, de la transformation organisationnelle basée sur la technologie et de la coordination d'événements plurinationaux. Il est secrétaire général de l'Association des centres africains de formation à distance (Association of African Distance Learning Centre – AADLC) et membre fondateur du World Education Council.

Avant de rejoindre TaGLA, M. Senkondo a été directeur exécutif du Tanzania Global Learning Centre, a travaillé en tant que directeur commercial à l'Université virtuelle africaine et à l'Université ouverte de Tanzanie et a acquis une large expérience de la gestion des industries manufacturières et du leadership. M. Senkondo est titulaire d'un MBA (City University, Londres) et d'une licence en ingénierie (Université de Dar es Salaam, Tanzanie).

